

# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CHEZ LES AUTOCHTONES dans les provinces atlantiques

## LES PREMIÈRES NATIONS, LES INNUS ET LES INUIT PRENNENT LEUR AVENIR ÉCONOMIQUE EN MAIN

D'un bout à l'autre des provinces atlantiques, les entreprises et les entrepreneurs autochtones s'intègrent rapidement au courant dominant de l'économie. Les Premières nations, les Innus et les Inuit créent des entreprises commerciales variées qui vont des projets de plusieurs millions de dollars avec des partenaires internationaux aux exploitations familiales, en passant par un centre de formation en technologie de l'information ainsi que par la commercialisation et l'expédition outremer des vieilles roches anorthositiques.

Le développement d'une économie durable est un facteur essentiel dans leur évolution vers l'autonomie gouvernementale. En réponse au rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones, Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) a aidé au lancement de nombreuses entreprises autochtones et a appuyé l'objectif de renforcer les collectivités et les économies et d'appuyer les gens.

Au cours de l'année financière 2001-2002, AINC a investi 11 577 953 milliards de dollars dans 74 projets, dans la région de l'Atlantique seulement. Bon nombre de ces projets sont exécutés dans des domaines qui ont toujours été au cœur de l'économie de la région.

Cette tendance à l'entreprenariat est manifeste partout dans les provinces atlantiques et ailleurs au Canada. Au cours des dix dernières années, le nombre de nouvelles entreprises autochtones a dépassé par 105 % celui des autres entreprises

canadiennes. On compte actuellement 20 000 entreprises appartenant à des Autochtones au Canada, et ce, dans tous les secteurs de l'économie. Ces entreprises créent des emplois pour les Autochtones et les non-Autochtones et contribuent à renforcer les économies locales.

Toutefois, ces entreprises ne peuvent croître et prospérer sans avoir accès à des prêts et à des capitaux de placement.

« C'est là le principal obstacle à franchir si nous voulons créer des emplois et briser le cercle vicieux de la dépendance qui sévit dans les collectivités autochtones », explique Robert Nault, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

(suite en page 2)



### Dans ce numéro :

- La Labrador Inuit Development Corporation mise sur le bois d'œuvre et le granit **2**
- Première nation de Membertou Les efforts de la Première nation couronnés par l'Organisation internationale de normalisation **4**
- Première nation Miawpukek, Conne River, Terre-Neuve Le parc Jipujjikei Kuespem **5**
- La Première nation de Lennox Island diversifie son économie **6**
- Première nation de Saint Mary's Tisser des liens commerciaux avec Fredericton **7**
- La Première nation de Millbrook diversifie ses activités de développement économique **8**



« Nous devons travailler ensemble à éliminer les obstacles financiers et à établir un régime d'égalité d'accès à l'emploi. C'est seulement à ce moment que nous pourrions espérer atteindre une autosuffisance économique à long terme dans les collectivités autochtones. »

La Première nation de Membertou, située dans la ville de Sydney au Cap Breton (Nouvelle-Écosse), est l'exemple idéal d'une collectivité qui investit des fonds dans des partenariats fructueux avec les secteurs public et privé. Elle a établi des partenariats dans les secteurs des mines, du pétrole et du gaz, des pêches, de l'exploitation forestière, de la vente au détail et des services professionnels. C'est la seule Première nation au Canada à avoir été reconnue par la prestigieuse Organisation internationale de normalisation (ISO 9001:2000).

« Notre but est de mettre en place des économies autochtones qui assurent un meilleur avenir à notre collectivité, un avenir fondé sur le respect et la dignité, mais aussi sur l'innovation et le succès », explique Terrence Paul, chef de Membertou.

Le développement économique est la pierre angulaire de l'engagement pris par le gouvernement fédéral de renforcer les collectivités et les économies des Premières nations, des Innus et des Inuit. Le ministre Nault considère cet engagement comme un partenariat entre le gouvernement fédéral et les peuples autochtones. « Nous travaillerons ensemble à la réalisation d'un avenir meilleur et nous le ferons en adoptant une démarche pratique, équilibrée et intégrée. »

Cet engagement s'appuie sur l'aide financière du gouvernement fédéral. Les Premières nations se servent des fonds d'AINC pour obtenir des fonds supplémentaires et pour établir des partenariats consacrés à des projets régionaux, tels que l'amélioration de l'infrastructure et la mise en valeur des ressources. Ces projets débouchent à leur tour sur d'autres projets de partenariat avec le secteur privé ainsi qu'avec d'autres ordres de gouvernement, comme ce fut le cas dans des collectivités comme celle de Membertou.

*« Ce sont des gens bien formés et qualifiés pour se frayer un chemin dans la nouvelle économie mondiale basée sur le savoir. »*

## Emplois

La jeunesse autochtone constitue un élément dynamique de la main-d'œuvre de la région de l'Atlantique – et de la société canadienne. Elle compte dans ses rangs les futurs dirigeants, enseignants, membres des professions libérales et modèles à imiter du pays. Elle constitue le lien qui relie l'histoire et les traditions du Canada à son projet d'avenir. Pour l'instant, elle doit encore faire face aux taux de chômage et de pauvreté les plus élevés au Canada.

Au cours des dix prochaines années, la main-d'œuvre autochtone augmentera deux fois plus rapidement que l'ensemble de la main-d'œuvre canadienne.

Selon le Conference Board du Canada, il faudra 160 000 nouveaux emplois d'ici 2006 pour maintenir le niveau d'emploi actuel chez les Autochtones. Nous aurons besoin de nombreux autres emplois pour constater une amélioration.

Lorsque les jeunes des Premières nations et les jeunes Innus et Inuit acquièrent les compétences et l'expérience voulues pour répondre à la demande du marché, c'est le pays tout entier, et pas seulement les collectivités autochtones, qui en bénéficie. L'établissement de partenariats fructueux entre sociétés, ordres de gouvernement et collectivités répond en grande partie à cette demande.

La plupart des partenariats modernes entre l'industrie et les groupes autochtones comportent des « ententes sur les avantages », qui portent sur des questions telles que l'éducation, la formation et les privilèges essentiels en matière d'emplois et de marchés de services. Ces ententes aident à assurer que les membres des Premières nations et des collectivités innues et inuites partagent les profits des nouvelles entreprises.

Selon le ministre Nault, il s'agit de la génération de Premières nations la mieux instruite qu'on ait connue. « Ce sont des gens bien formés et qualifiés pour se frayer un chemin dans la nouvelle économie mondiale basée sur le savoir. Le reste du pays, en particulier le secteur des affaires, commence à prendre conscience de cette réalité. »

L'avenir de la région de l'Atlantique dépend du même genre de détermination, de ténacité et d'idéal qui a animé les premiers occupants de ce territoire : les Premières nations, les Innus et les Inuit, ainsi que les hommes et les femmes qui sont venus se tailler une subsistance et vivre dans cette rude contrée nordique. Il y a des obstacles, mais des progrès sont accomplis. L'engagement permanent du gouvernement du Canada s'inscrit dans cette optique.

## La Labrador Inuit Development Corporation

# MISE SUR LE BOIS

La Labrador Inuit Development Corporation (LIDC) continue à prendre de l'expansion et à maximiser ses activités d'exploitation du granit, qui sont déjà rentables. Elle lorgne également du côté de l'industrie forestière en élaborant des plans à long terme pour produire du bois d'œuvre de qualité supérieure.

L'exploitation des mines de granit a généré des emplois et des profits inattendus. La LIDC estime que son projet d'exploitation forestière peut procurer les mêmes avantages en stimulant l'économie de la région, en créant des emplois à long terme et en permettant de tirer profit des retombées dérivées.

« Nous extrayons 4 000 tonnes de granit par année et nous travaillons à mettre sur pied deux petites usines conçues pour transformer le granit de qualité inférieure. Ce matériau peut servir à confectionner des meubles, des pierres tombales et du laminé pour la fabrication de carreaux et de surfaces de travail », raconte Fred Hall, directeur général de la LIDC. L'Italie, où l'on se sert de cette pierre unique pour fabriquer entre autres des dalles de grand format utilisées dans la construction, représente le principal marché de la LIDC. « Nous expédions des blocs qui pèsent jusqu'à 25 tonnes. Nous exploitons déjà une carrière et prévoyons en ouvrir une deuxième cette année. »

« Le granit est une pierre très particulière, ce qui explique pourquoi une entreprise comme la LIDC



## D'ŒUVRE ET LE GRANIT

peut réussir même si elle est située en région éloignée. De couleur gris pâle, le granit est ponctué de petits cristaux de labrador. Ce sont ces cristaux bleu foncé qui font augmenter sa valeur, explique M. Hall. En principe, une masse de 4 000 tonnes équivaut à quelque 1 000 mètres cubes, ce qui génère des revenus de production annuels de 2 millions de dollars. » Chaque année, à la mi-mars, une équipe formée d'une douzaine de gestionnaires et de techniciens se met au travail. De juin à la mi-novembre, des équipes complètes de quelque 40 personnes travaillent 12 heures par jour.

Les divers besoins de l'entreprise minière permettent également de stimuler l'économie locale. « Nous devons acheter des trépan, des tiges d'acier et de la nourriture en plus d'assurer le transport des équipes, ce qui suscite à mon avis des retombées importantes au sein des collectivités inuites », fait observer M. Hall.

Pour ce qui est des plans d'exploitation forestière, la LIDC envisage d'acheter une scierie portable pouvant être déplacée sur des plates-formes de camions gros porteurs en vue d'assurer la rentabilité à long terme de l'exploitation. « Nous devons couper 12 000 mètres cubes de bois par année afin de rentabiliser l'entreprise. Pour être compétitifs, nous devons nous procurer de l'équipement, souligne Fred Hall. Et pour payer cet équipement, il nous faut

*« Nous extrayons 4 000 tonnes de granit par année et nous travaillons à mettre sur pied deux petites usines conçues pour transformer le granit de qualité inférieure. »*

produire une telle quantité de bois. »

Selon M. Hall, le Labrador regorge de ressources forestières. En raison de la courte période de croissance des arbres qui poussent dans cette région, les produits

forestiers sont plus résistants et généralement de meilleure qualité.

On s'attend à ce que ce projet crée quelque 20 emplois à long terme dans les domaines de l'abattage et du débusquage, en plus des autres emplois directs et indirects.

La LIDC travaille à l'élaboration d'un plan d'exploitation durable à long terme et elle attend que soit approuvée sa possibilité annuelle de coupe établie à partir de ce plan. Selon les recherches de la LIDC, la zone à laquelle elle s'intéresse pourrait être soumise à une coupe soutenue, d'une extrémité à l'autre, pendant une période d'environ 75 à 100 ans. Une fois la coupe achevée, la LIDC pourra retourner à son point de départ et recommencer le cycle.

*Pour obtenir plus de renseignements, veuillez vous rendre à l'adresse [www.nunatsiavut.com/lidc.html](http://www.nunatsiavut.com/lidc.html).*



*En 2001, Affaires  
indiennes et du  
Nord Canada a  
investi plus de  
11 577 953 \$  
dans 74 projets  
dans la région  
de l'Atlantique  
seulement.*

## LES EFFORTS DE LA PREMIÈRE NATION COURONNÉS PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION

À l'instar d'un grand nombre de collectivités autochtones, la Première nation de Membertou ambitionnait de trouver une façon de jouir de l'égalité des chances. Cette Première nation en Nouvelle-Écosse a mis la main sur ce qu'elle cherchait et a fait, du coup, bien d'autres trouvailles.

Pour accéder à la réussite, la collectivité a pris soin d'étudier le développement économique sous quelques angles productifs, sans négliger de prendre des mesures à l'égard de l'obligation de rendre des comptes et de la gouvernance. Voilà qui allait la rendre plus attirante aux yeux des entreprises et des investisseurs en quête de partenaire commercial éventuel.

Le conseil de la Première nation, qui prenait à cœur son engagement à rendre des comptes à ses membres, a cru bon d'ajouter au site Web de la collectivité la répartition de son budget. De surcroît, il a fait en sorte que tous les membres de la collectivité reçoivent les rapports trimestriels sur les activités mises de l'avant.

Désireuse de multiplier sa clientèle, la Première nation a imaginé une approche qui lui profite directement. Récemment, elle a annoncé que l'Organisation internationale de normalisation l'avait gratifiée de l'accréditation ISO 9001:2000, ce qui a créé un précédent remarquable pour la collectivité autochtone. De fait, d'une durée de une année, le processus d'accréditation vient certifier que la Première nation de Membertou

adhère à des normes internationales rigoureuses. Cette accréditation se veut un sceau d'approbation reconnu dans le monde entier.

« Le 30 novembre dernier, nous avons reçu la visite d'un représentant d'une firme de vérification, qui possède la réputation d'être le chef de file dans le contrôle de la qualité ISO. Après avoir étudié minutieusement nos activités, cette société indépendante appelée QM1 a vanté nos mérites devant l'Organisation internationale de normalisation, explique Bernd Christmas, directeur des activités de la Première nation de Membertou. Mené de façon intensive, le processus conduisant à l'accréditation vise le respect de certaines normes de service et ne laisse rien au hasard, passant au peigne fin tant les procédures que les mécanismes régulateurs. Il comprend des politiques sur les conflits d'intérêts et sur la gestion financière et accorde une grande importance à l'obligation de rendre des comptes, à la transparence et à l'ouverture d'esprit. » Puisque

les normes ISO se rapportent à plusieurs aspects de son travail, tout le personnel œuvrant au sein de la Première nation doit être capable de jongler avec le processus et de suivre assidûment les procédures.

« En s'alliant, la Première nation et le bureau général ont formé la première administration autochtone au Canada à honorer les normes ISO. Et si l'on se fie aux résultats de la recherche menée auprès d'autres administrations autochtones, ils seraient même les pionniers à l'échelle mondiale, souligne M. Christmas. Ainsi, nous venons de franchir un pas de plus vers une saine gouvernance. De fait, il s'agit là d'un témoignage des bonnes relations que le conseil de Première nation a su établir avec ses actionnaires, c'est-à-dire ses membres, en instaurant un climat de confiance et en leur faisant comprendre que leurs affaires sont entre bonnes mains. »



« Nous augmentons nos chances d'entreprendre des activités commerciales avec le gouvernement et le secteur privé, ajoute-t-il. Par conséquent, Membertou pourrait bien devenir le point de

*« Nous augmentons nos chances d'entreprendre des activités commerciales avec le gouvernement et le secteur privé. »*

mire d'un nombre grandissant d'entreprises privées intéressées par le lucratif marché que représente la collectivité autochtone. »

La Première nation de Membertou n'a pas fait

qu'obtenir l'accréditation ISO. Elle s'est également employée à ouvrir un bureau à Halifax. Ainsi, elle se donnait la chance de voisiner avec certains de ses partenaires gouvernementaux et avec des entreprises privées établies dans le Canada atlantique, qui ont pour la plupart un bureau à Halifax. À peine la Première nation avait-elle fait son plongeon dans le monde des affaires qu'elle a conclu un marché avec la Clearwater Fine Foods. La société assure la vente de crabe des neiges portant la marque de Membertou, et son usine de transformation du poisson, à Glace Bay, emploie une vingtaine de membres de la Première nation. L'année dernière, la collectivité avait entrepris des démarches avec d'autres entreprises, notamment la PanCanadian.

Selon M. Christmas, la Première nation estime que ses méthodes commerciales l'ont propulsée sur le marché mondial, contribuant ainsi à assurer sa prospérité, à voir poindre des emplois intéressants pour ses membres et à améliorer sa qualité de vie. M. Christmas confirme que, déjà, la collectivité peut apprécier les améliorations apportées à l'infrastructure et donne naissance à des entreprises spécialisées dans divers secteurs d'activité.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter le site Web de la Première nation de Membertou à l'adresse [www.membertou.ca](http://www.membertou.ca).



## LE PARC JIPUJIKUEI KUESPEM

La vague argentée de l'eau du lac qui se brise contre la paroi du canoë. La glorieuse voûte étoilée qui scintille dans le ciel nocturne. Les crépitements de la bûche qu'on ajoute au feu de camp. Et, depuis la saison 2002, des douches munies d'eau chaude!

Le parc Jipujikuei Kuespem a tellement à offrir aux personnes qui s'adonnent aux activités de plein air. Cependant, l'abondance des beautés naturelles et l'amélioration des services à la clientèle ne suffisent pas nécessairement à convaincre les touristes de s'aventurer à quelques centaines de kilomètres de la route transcanadienne – certainement pas sans une excellente mise en marché. Le parc Jipujikuei Kuespem ou parc de Little River est situé dans la réserve de la Première nation Miawpukek sur la côte méridionale de Terre-Neuve.

La stratégie touristique de la Première nation se fonde en partie sur la mise en valeur de sa culture et de son histoire mi'kmaq uniques qui remontent au XV<sup>e</sup> siècle. L'été dernier, par exemple, les visiteurs ont pu observer le personnel culturel du parc construire des canots d'écorce de bouleau traditionnels sur les rives du lac. Les visiteurs qui y passent la nuit peuvent camper sur l'un des quelque 20 sites ou encore dormir dans un wigwam. La construction d'une réplique d'un village mi'kmaq sera terminée en 2003.

La Première nation travaille aussi avec les 21 villages avoisinants de la région de la Coast of Bays pour faire la promotion de la beauté et du charme collectifs de leur patrimoine.

« Le parc Jipujikuei Kuespem est situé dans un emplacement stratégique, à l'entrée de la région de la Coast of Bays », a expliqué M. Gerard Joe, conseiller et agent de développement économique. La Première nation a fait l'acquisition de l'ancien parc provincial en 1997, lorsque la province cherchait à privatiser un certain nombre de ses parcs. Son nom mi'kmaq lui a été donné par le sage Matthew Jeddore. À l'époque, les



responsables du développement économique se sont rendu compte que pour voir fructifier l'investissement que la Première nation prévoyait faire dans le parc, il leur fallait travailler avec le reste de la région.

« Toutes les collectivités ici sont aux prises avec le même problème, explique M<sup>me</sup> Phoebe Keeping, agente de développement économique. Nous sommes vraiment éloignés. Le McDonald le plus proche est à deux heures d'ici ».

*« Le parc Jipujikuei Kuespem est situé dans un emplacement stratégique, à l'entrée de la région de la Coast of Bays »*

« Il nous faut travailler avec les collectivités voisines pour faire en sorte que les gens viennent jusqu'ici et y restent quelque temps, a-t-elle ajouté. Ainsi, quand vous séjournez au parc, vous pouvez aussi

visiter Harbour Breton, Pool's Cove, St. Alban et la réserve naturelle intégrale de Bay du Nord ».

L'éloignement de la région représente aussi un atout, selon Mme Keeping, et ce, au chapitre de l'écotourisme. L'écotourisme attire les visiteurs qui souhaitent explorer les environs naturels d'une région et participer à des activités comme la randonnée pédestre, le kayak et le canoë, activités qu'il est possible de pratiquer au parc Jipujikuei Kuespem.

« Le parc est réellement situé en pleine nature », dit-elle en riant, se rappelant jusqu'à quel point le parc est véritablement laissé à l'état sauvage. « J'y étais l'automne dernier, me promenant tranquillement en voiture pour voir les nouvelles installations sanitaires et en partant, j'ai dû m'arrêter pour laisser passer un orignal. »

Le parc est également mis en marché à titre de lieu d'accès à la réserve naturelle de Bay du Nord. Un bassin pour hydravions et un bureau permanents ont récemment été aménagés sur la rive du lac pour la société Micmac Air Services, qui emmène des touristes par avion au cœur de la région sauvage environnante. Le parc offre également au visiteur un sentier de promenade qui longe la moitié du lac, un terrain de jeu, un bureau ainsi qu'un centre d'information et, bien entendu, des nouvelles douches et installations sanitaires.

Toutes les stratégies de mise en valeur et de promotion ont été soigneusement conçues de manière à équilibrer les avantages économiques pour la collectivité et la région et à protéger les valeurs traditionnelles et les ressources naturelles.

« Nous faisons la promotion du tourisme et de la culture des Premières nations, mais en même temps, nous voulons éviter une commercialisation excessive, indique Mme Keeping. Nous voulons donner à tous un aperçu de ce que nous sommes, mais sans forcer la note. »

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez vous rendre à l'adresse [www.miaawpukek.nf.ca](http://www.miaawpukek.nf.ca).



*Ce belvédère avec table de pique-nique est le lieu rêvé pour une pause agréable ou une collation le long du sentier de randonnée.*



## DIVERSIFIE SON ÉCONOMIE

Grâce à une économie qui repose grandement sur une entreprise florissante de production de tourbe, la Première nation de Lennox Island ne cesse de diversifier ses activités. Le tourisme est l'un des domaines auxquels elle s'intéresse.

Établis sur l'Île-du-Prince-Édouard, là où le tourisme règne en maître, les membres de la Première nation de Lennox Island sont bien conscients des possibilités qu'offre ce secteur. Située à 45 minutes en voiture du pont de la Confédération, la Première nation a la possibilité d'accueillir les centaines de milliers de touristes qui visitent l'Île-du-Prince-Édouard à tous les ans. L'an dernier, elle a attiré près de 5 000 touristes au seul centre culturel de Lennox Island, soit le double de visiteurs par rapport à l'année précédente.

Lancée il y a 20 ans, l'exploitation de tourbière crée des emplois pour les membres de la collectivité et génère des revenus d'environ un demi million de dollars par année. Elle contribue également à réduire les demandes de services sociaux, ce qui permet à la Première nation d'investir ses capitaux ailleurs, notamment dans le secteur touristique qui est en pleine expansion.

Ils ont presque atteint l'étape médiane d'un projet décennal qui profitera à la Première nation et à la région environnante. Ce projet aura pour effet d'augmenter le nombre de visiteurs de même que les occasions de créer des entreprises.

Le programme d'écotourisme autochtone de la Première nation de Lennox Island en est rendu à la troisième étape de son évolution. Au cours de la dernière année, de nombreuses modifications ont été apportées à l'infrastructure existante. Ces améliorations attireront plus de visiteurs à Lennox Island et permettront aux entreprises locales de tirer profit de ce marché en plein essor. Le succès remporté lors de la première étape de

ce programme, c'est-à-dire la création du centre culturel mi'kmaq de Lennox Island, a aidé à favoriser la mise en place d'une infrastructure propre à générer une croissance soutenue. Le centre d'écotourisme de Lennox Island ouvrira ses portes au printemps 2003. On y retrouvera un café servant des mets traditionnels mi'kmaq, le magasin d'aliments naturels Maskwi, de l'espace à bureau suffisant pour abriter quatre entreprises locales du secteur de l'écotourisme, une grande salle de réunion ainsi qu'un hôtel équipé de 12 lits. On pourra aussi parcourir un sentier de randonnée pédestre de 10 kilomètres, « The Path of Our Forefathers », balisé de panneaux d'interprétation qui relatent l'histoire de Lennox Island. Le sentier est achevé et sera officiellement ouvert au printemps 2003.

*« Nous offrons un produit intéressant qui exercera un attrait sur les jeunes »*

« Nous proposerons toute une gamme d'activités et d'expériences susceptibles de rendre Lennox Island plus attrayante aux yeux des visiteurs et de plaire au secteur du tourisme éducatif, lequel s'est déjà montré intéressé à nos ateliers pratiques sur la culture mi'kmaq », affirme Jesse Francis, gestionnaire écotouristique de Lennox Island.

En vue de la prochaine année, la Première nation est en train d'aménager un sentier d'interprétation pédestre de neuf kilomètres, un centre de randonnée pédestre et une auberge de jeunesse qui pourra accueillir 12 personnes. « Nous offrons un produit intéressant qui exercera un attrait sur les jeunes », indique Matt McGuire, conseiller en planification et développement du programme d'écotourisme mené dans le cadre du projet de la Western Malpeque Initiative, qui est gérée par le centre culturel.

« Nous avons également été mis en nomination pour l'International Responsible Tourism Award, raconte M. McGuire. Nous n'avons pas remporté le prix, mais nous avons été retenus dans la sélection finale. » La Première nation a récemment créé un poste de gestionnaire du programme d'écotourisme. « Nous avons pu obtenir les services de Jesse Francis en détachement de Parcs Canada et, grâce à lui, nous avons maintenant quelqu'un qui met l'accent sur la mise en marché, l'élaboration du contenu et le perfectionnement professionnel », d'ajouter M. McGuire.

L'Aboriginal Ecotourism Strategy est un plan de croissance communautaire qui vise à améliorer l'économie dans divers secteurs ainsi qu'à maintenir et à revigorer la culture traditionnelle.

L'accent est mis sur des projets qui permettront de répartir les richesses dans l'ensemble de la



collectivité, d'offrir à la population locale des occasions d'affaires et des emplois, tout en encourageant des compétences en création et en gestion d'entreprises. Le centre culturel offre de la formation, une aide professionnelle pour l'élaboration de plans d'affaires et une aide pour trouver des sources de financement. Il joue un rôle prépondérant dans la promotion de la collectivité.

La Première nation de Lennox Island travaille à rendre l'écotourisme attrayant. Elle a accès aux eaux chaudes et peu profondes de la baie Malpeque. Ces eaux recèlent une faune et une flore marines abondantes et offrent aux passionnés de la plongée libre un endroit sûr et intéressant pour pratiquer leur passe-temps. M. McGuire raconte que des membres de la collectivité planifient maintenant ouvrir un magasin d'embarcations et de créer une entreprise de pêche en haute mer pour l'été prochain.

L'Île-du-Prince-Édouard fait l'objet d'une promotion très réussie, mais l'accent est mis sur les célèbres attractions de la province. C'est pour cette raison que la mise en marché constitue un véritable défi pour la Première nation de Lennox Island. Dans le but d'augmenter le nombre de visiteurs, la collectivité projette de relier Lennox Island à la principale piste cyclable et de randonnée pédestre.

Les difficultés de mise en marché ne se limitent toutefois pas aux efforts de la Première nation pour promouvoir le tourisme. L'exploitation de la tourbière, qui produit quelque 100 000 balles par année, a pris une tournure imprévue lorsque le marché aux États-Unis s'est détérioré après une période faste. Les États-Unis achètent maintenant la plus grande partie de leur tourbe dans la région centrale du Canada. Obligée de chercher de nouveaux débouchés, la Première nation de Lennox Island a dirigé ses efforts de mise en marché sur le Japon, pays qui achète 5 millions de balles par année. Elle a si bien réussi que le Japon est maintenant son client principal.

*Pour obtenir plus de renseignements, veuillez vous rendre à l'adresse <http://collections.ic.gc.ca/malpeque/home.html>.*



## Première nation de Saint Mary's

# TISSER DES LIENS COMMERCIAUX AVEC FREDERICTON

Aux prises avec un taux de chômage très élevé, la Première nation de Saint Mary's, au Nouveau Brunswick, a su tirer avantage de l'immense marché qui était à portée de main afin de devenir un employeur important. Les relations commerciales prospères qu'elle entretient avec Fredericton, la ville voisine, lui ont permis de créer des emplois pour ses membres, pour les membres des Premières nations avoisinantes et pour les résidents de la ville.

Il y a à peine quatre ans, le taux de chômage de la Première nation s'élevait à environ 80 %. Il se chiffre maintenant entre 12 % et 15 %. Aujourd'hui, grâce aux liens étroits qu'elle a tissés avec la capitale du Nouveau-Brunswick, la collectivité a vu naître plusieurs entreprises et génère une foule d'emplois. Le centre de divertissement de Saint Mary's emploie à lui seul presque 50 personnes.

De tels succès viennent s'inscrire dans la vision d'avenir de la Première nation. « Nous sommes dirigés par un comité de planification et de développement commercial dont les cinq membres établissent les secteurs et l'orientation du développement économique de la collectivité », explique Wayne Brown, directeur de la planification et du développement économique au sein de la Première nation. Les efforts déployés au profit de la collectivité ont porté leurs fruits : Saint Mary's Retail Sales, une société parapluie qui appartient à la Première nation assure maintenant la gestion d'un dépanneur, d'un poste d'essence, d'un commerce de gros, de machines à café en plus d'offrir des services de messagerie et de livraison ainsi que de réparation de machines distributrices automatiques.

La Première nation de Saint Mary's travaille actuellement à un chaînon important de son plan de développement économique, soit la construction d'un centre commercial et d'un complexe à bureaux d'une superficie de 6 100 mètres carrés. Le centre commercial, dont le coût des travaux s'élèvera à environ 4,3 millions de dollars, permettra de créer une centaine d'emplois.

« Nous offrons une formation aux personnes qui occuperont les postes de gestion du centre commercial.

Nous recourons aux services de 13 gestionnaires et superviseurs, tous originaires de Saint Mary's », ajoute M. Brown. Saint Mary's Retail Sales emploie 130 personnes, ce qui représente une hausse exponentielle comparativement aux 3 personnes employées il y a 4 ans, lorsque l'entreprise a été lancée.

« L'endroit où nous œuvrons se révèle un atout précieux : environ 20 000 automobilistes circulent

*« À maintes reprises, j'ai été témoin de compliments sur l'obligeance et le professionnalisme de nos employés. »*

quotidiennement à proximité de nos établissements et de la réserve, précise M. Brown. À maintes reprises, j'ai été témoin de compliments sur l'obligeance et le professionnalisme de nos employés. Nous voulons que nos produits soient aussi concurrentiels que ceux de nos amis non autochtones. Il nous faut rester compétitifs parce que nous sommes entourés de magasins à grande surface, d'épiceries et de stations-services. »

De nos jours, Saint Mary's se voit offrir un nombre croissant de possibilités intéressantes à exploiter. « J'ai remarqué que, depuis que nous connaissons un certain succès, les propositions affluent. Nous avons désormais l'occasion de choisir nos partenaires d'affaires », déclare M. Brown. Le comité de planification et de développement commercial accorde des entrevues à tous les clients et investisseurs potentiels. Après avoir évalué les propositions, le comité présente ses recommandations au chef et aux conseillers.

La Première nation de Saint Mary's envisage de nombreuses possibilités pour l'avenir. Elle prévoit notamment accroître le nombre d'installations nécessaires à la pratique des sports. Le terrain de balle molle communautaire est utilisé de façon régulière et a déjà été l'hôte de plusieurs tournois. La collectivité souhaite travailler en collaboration avec l'administration municipale de même qu'avec les gouvernements provincial et fédéral en vue d'instituer une infrastructure d'envergure qui générera des emplois et des occasions d'affaires.

*Pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec le conseil de la Première nation de Saint Mary's au (506) 459-2209.*



*Plus de 27 000*

*étudiants innus,*

*inuits et des*

*Premières nations*

*sont actuellement*

*inscrits dans*

*des collèges et*

*universités.*



Le chef Lawrence Paul de la Première nation de Millbrook jette un regard sur quelques entreprises florissantes de sa collectivité.

## La Première nation de Millbrook

# DIVERSIFIE SES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le nombre d'entreprises prospères de la Première nation de Millbrook en dit long sur sa façon franche et directe de faire des affaires.

Les membres de cette Première nation concentrent leurs efforts sur la collectivité. Ils sont déterminés, ils gèrent de manière responsable et sont des négociateurs efficaces. Ils s'efforcent constamment de créer un milieu propice aux affaires, non seulement pour leurs propres entreprises, mais aussi pour attirer d'autres entrepreneurs.

Depuis une dizaine d'années, la Première nation a adopté une démarche plus dynamique en matière de développement économique. Elle s'est constitué un solide dossier de succès, grâce auquel elle peut obtenir plus facilement des capitaux, trouver des investisseurs et dénicher des partenaires pour former des coentreprises. Empire Theatres est l'un de ces partenaires. Cette société a entrepris la construction d'un cinéplex de cinq salles sur des terres louées de la Première nation de Millbrook.

La Première nation possède de nombreuses entreprises. On trouve entre autres les appartements Caldwell qui comptent 49 logements, ainsi que des stations-service, des établissements de jeux, des dépanneurs, une flotte de bateaux de pêche et un quai. Elle participe également à la réfection et à la gestion d'un deuxième quai. Toutes ces entreprises commerciales, y compris la location de terres, ont été mises sur pied par la société générale Treaty Enterprises.

Une des clés du succès de la Première nation de Millbrook est la constitution de terrains de grande valeur pour location, une activité que la collectivité appuie de tout cœur. Ce soutien est essentiel au processus. Il faut dire que, à toutes les étapes, la collectivité bénéficie économiquement

et socialement de la situation, puisque celle-ci procure des emplois à ses membres et leur offre de nouveaux débouchés.

« Nous avons désigné des terres pour l'exploitation commerciale afin de les louer. Nous avons déjà mis en valeur 66 acres, et 20 autres acres sont en voie de l'être », souligne Alex Cope, administrateur de la Première nation.

Une fois que le conseil de bande a déterminé avec l'aide de ses conseillers quelles terres profiteraient le plus à la collectivité si on les utilisait à des fins commerciales, la Première nation tient un référendum. Quand la proposition a été approuvée, le conseil jouit d'une plus grande latitude au chapitre de l'utilisation de ces terres. C'est ainsi qu'il a pu se constituer un dossier de succès commerciaux et obtenir une solide cote de solvabilité qui lui donne un accès facile à des capitaux. Pour agrandir son assise territoriale, dont la superficie actuelle est de 405 hectares, la Première nation de Millbrook a entrepris des démarches pour acheter des terres adjacentes dans le but de les faire désigner terres de réserve.

Un autre facteur qui influe sur la capacité de Millbrook d'attirer de nouvelles entreprises est la construction récente, au coût de 10,8 millions de dollars, d'un passage supérieur sur l'auto-route 102. Celui-ci procure un meilleur accès au

Truro Power Centre, le parc commercial de la Première nation. Jusqu'à 40 000 véhicules circulent dans cette zone chaque jour. Le parc abritera bientôt un établissement financier et un centre d'appels, les deux faisant actuellement l'objet de négociations. La construction d'un motel Super 8, en cours de planification, ajoutera bientôt un autre atout aux services fournis sur les terres louées de la Première nation. Jusqu'à maintenant, plus de 30 millions de dollars ont été investis dans cette région, ce qui s'est traduit par la création de plus de 80 emplois.

La Première nation met également sur pied un établissement de pêche commerciale. « Les négociations sur les pêcheries se sont très bien déroulées. La Première nation de Millbrook s'en est très bien tirée, mais nous sommes toujours en situation d'apprentissage », précise M. Cope. Cela comprend la formation proprement dite en plus de l'acquisition de connaissances sur le fonctionnement de l'industrie et la commercialisation des produits de la pêche.

« À l'heure actuelle, nous avons réalisé des profits. Tout ce que nous faisons est axé sur la collectivité, et les autres projets de développement économique dans la réserve en bénéficient », ajoute-t-il.

*« À l'heure actuelle, nous avons réalisé des profits. Tout ce que nous faisons est axé sur la collectivité, et les autres projets de développement économique dans la réserve en bénéficient »*

En réinvestissant dans la collectivité, la Première nation de Millbrook a favorisé le développement de ses propres entreprises, comme ses stations-service, dépanneurs et propriétés commerciales à louer. Il en résulte un climat favorable qui attire de nouvelles entreprises, y compris des franchises bien connues. Tous ces éléments contribuent à faire des terres louées par la Première nation une destination intéressante pour les consommateurs.

« Nous avons un comité de développement économique qui travaille pour nous et nous avons collaboré aussi avec tous les organismes qui étaient susceptibles de nous aider », ajoute M. Cope. Mais le secret de la réussite de la Première nation de Millbrook demeure simple et clair. C'est une question de détermination, de travail acharné et de négociations bien menées.

*Pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec le conseil de la Première nation de Millbrook en composant le (902) 897-9199.*

Publié avec l'autorisation du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Ottawa, 2002  
[www.ainc-inac.gc.ca](http://www.ainc-inac.gc.ca)

QS-M008-000-FF-A1  
N° de catalogue R2-206/2002-1F  
ISBN 0-662-87951-1

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

This publication is also available in English under the title: Aboriginal Economic Development in Atlantic Canada